

Les patrons insistent sur le renforcement des savoirs de base dans l'enseignement

La Fondation pour l'enseignement a sondé des patrons pour avoir leur avis sur la réforme du tronc commun. Ils insistent sur le développement des acquis de base, le savoir-être et les interactions écoles/entreprises.

NATHALIE BAMPS

Que pensent les entreprises de la réforme du tronc commun (de 3 à 15 ans) et quelles sont leurs attentes? C'est ce que s'est demandé la Fondation pour l'enseignement, en lançant, en partenariat avec l'Union wallonne des entreprises (UWE) et Beci, un coup de sonde auprès des patrons afin de récolter leurs opinions sur le Pacte d'excellence.

En primeur, la Fondation nous livre les résultats qui seront présentés ce jeudi, lors de son symposium annuel. L'événement sera entièrement consacré au tronc commun polytechnique et aux opportunités que l'école devra saisir pour que la société puisse aborder sans souci le virage du numérique.

À entendre les patrons, l'allongement de la durée du tronc commun prévu par le Pacte d'excellence est positif. Une opinion qui, soit dit en passant, va à l'encontre du positionnement du MR, pourtant le relais politique le plus traditionnel des chefs d'entreprise.

D'après eux, le Pacte d'excellence a raison de vouloir remettre l'accent sur les savoirs de base (langue maternelle, maths, sciences). Car ce sont précisément dans ces matières que les entreprises constatent des lacunes dans les contacts qu'elles ont avec les jeunes: 90% pointent des acquis insuffisants en langues étrangères, 82% en compétences entrepreneuriales, 57% dans les savoirs pratiques, 56% en français, 57% en sciences, 48% en maths. Seuls les acquis en sciences sociales semblent être suffisamment en phase avec les attentes des patrons...

C'est donc logiquement sur le renforcement des savoirs de base et du savoir-être (qui rejoint l'esprit

d'entreprendre dans les dimensions du travail en équipe, la mise en projet, l'autonomie de l'élève, la ponctualité,...) que les entreprises souhaitent voir mis l'accent dans la réforme du tronc commun. «Dans le qualifiant, il y a deux ans on avait déjà dû renforcer l'apprentissage du français parce que les élèves n'étaient pas tous capables de lire un manuel technique», explique Olivier Remels, l'adminis-

trateur-délégué de la Fondation pour l'enseignement. Plus de 80% des entreprises souhaitent que l'ensemble du tronc commun renforce ces deux aspects, avant même les disciplines scientifiques et technologiques (dont 63% estiment malgré tout qu'il faut aussi les renforcer).

De l'abstrait au concret
Quelles nouvelles disciplines les

entreprises veulent-elles voir intégrées dans le tronc commun? Un accent particulier est mis sur les liens à faire entre les matières et leurs applications concrètes, la connaissance des règles de savoir-vivre en entreprise, la capacité à gérer des projets de manière autonome, l'esprit d'équipe, mais aussi l'éveil aux technologies (dont le numérique) ou encore l'expérimen-

PENSER «STEM» DANS CHAQUE COURS

Quelle que soit l'orientation future des élèves, les connaissances scientifiques et techniques vont devenir indispensables pour tous, compte tenu de la numérisation de l'économie et de l'importance de plus en plus grande que prennent les technologies. C'est aussi le message que voudrait envoyer la Fondation pour l'enseignement aux rédacteurs des nouveaux référentiels d'apprentissage. Le travail a démarré, alors que se mène en parallèle la finalisation des grilles horaires pour le nouveau tronc commun.

«Les enjeux sont importants. Tous les métiers vont intégrer cette dimension technologique. Les offres d'emploi pour les métiers infraqualifiés diminuent. D'ici 2025, on comptera 200.000 emplois infraqualifiés de moins, alors que la croissance de l'emploi attendue est de 400.000 postes... Il n'y a qu'à voir la liste des métiers d'avenir du Forem, que ce soit dans le qualifiant ou dans l'enseignement supérieur, les STEM (sciences, technologies, engi-

neering et mathematics) sont partout», dit Olivier Remels, l'administrateur-délégué de la Fondation. Comment intégrer cette dimension dans les référentiels? Olivier Remels se refuse à donner des conseils d'ordre pédagogique. «Ce n'est pas de mon ressort», dit-il. Par contre, la Fondation invite les rédacteurs à intégrer cette dimension STEM de manière transversale dans tous les cours. «La dimension numérique, l'esprit d'entreprendre doivent être traités dans tous les groupes de travail des référentiels», dit Remels. L'enjeu, selon lui, est d'autant plus important que les résultats Pisa des élèves en sciences ou en maths, mais aussi face à l'usage du numérique, sont très faibles. «Et pourtant, les jeunes ont une attitude positive vis-à-vis de ces matières. C'est la façon dont elles sont transmises qui ne correspond pas aux attentes. Avec la révision des référentiels, il faut en profiter pour intégrer ces compétences», dit-il. À corriger donc.

tation concrète dès le plus jeune âge. Ca tombe bien, puisque c'est ce que prévoit aussi le Pacte d'excellence, notamment avec les premières ébauches de grilles horaires qui ont été présentées.

Autre constat posé par les patrons: l'école, actuellement, ne prépare pas suffisamment aux STEM (Sciences, technologies, engineering & mathematics). La perception est particulièrement négative pour les métiers issus du qualifiant (technique et professionnel). Huit patrons sur dix ne se disent pas satisfaits de la manière dont les élèves sont préparés dans ces matières, contre deux patrons sur trois pour les métiers qui suivent les études supérieures (lire aussi encadré).

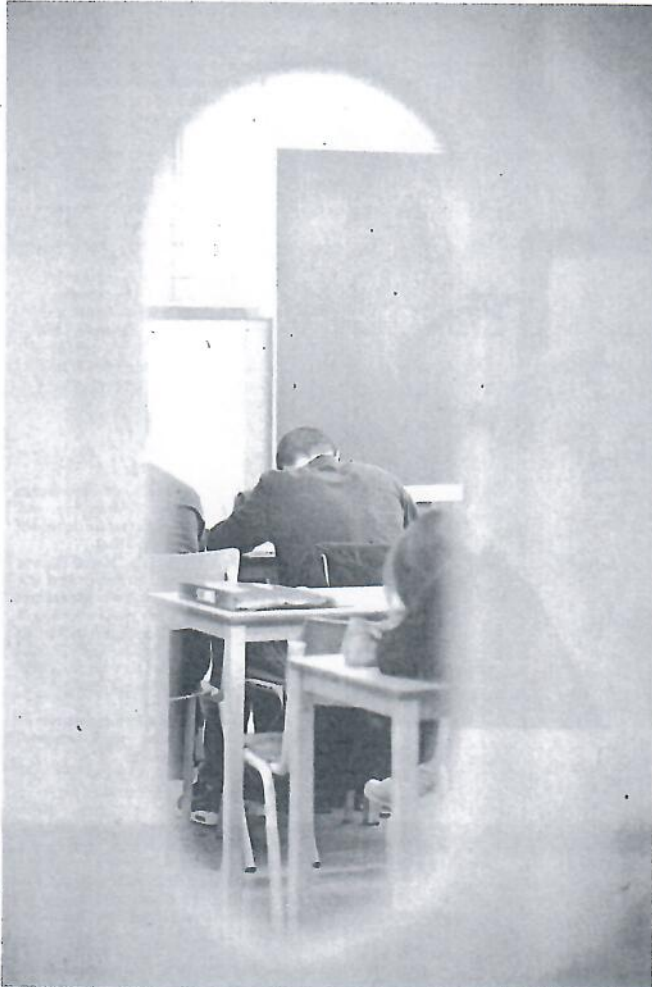
Informer et orienter les élèves

Le coup de sonde mené par l'UWE et le Beci auprès de leurs membres a aussi testé leur volonté de renforcer les interactions entre les écoles et les entreprises. «Il y a un réel intérêt mar-

qué par les entreprises pour l'école, dit Olivier Remels, et elles se disent prêtes à renforcer les collaborations.»

Actuellement, les écoles restent encore frileuses face aux entreprises. La majorité du temps, elles ne font pas appel aux acteurs socio-économiques pour informer sur les métiers. Même dans le qualifiant, seuls 16% des patrons interrogés disent avoir été contactés. Or, les entreprises pensent avoir un rôle à jouer en la matière, en privilégiant le contact direct avec les enseignants, les pouvoirs organisateurs ou les centres psycho-médico-sociaux (CPMS).

«L'information des parents et des élèves sur les enjeux, les filières, les métiers, les contacts avec les enseignants, les visites et l'interaction entre le tronc commun et l'enseignement qualifiant devraient clairement être privilégiées», ressort-il de l'enquête. «70% des entreprises sont prêtes à cela, mais de façon structurée et planifiée, sans engendrer pour autant une surcharge de travail», conclut la Fondation.



La connaissance du français et des maths doit être renforcée, estiment les entreprises.

© BELGA